

Sur les Gilets jaunes

épisodes 01 et 02

La révolte des Gilets jaunes est un mouvement complexe et polymorphe qui a évolué au fil des semaines et des mois, que ce soit dans sa composition, ses méthodes ou ses exigences. D'un côté, cela ne facilite pas son appréhension mais, de l'autre, cela permet à chacun d'y voir, trouver, dénoncer ou mettre en valeur ce qui lui plaît, quitte à tomber dans la facilité ou la caricature¹. On verra que notre analyse porte une plus grande attention à la première phase du mouvement qui, pour nous, s'achève fin décembre, celle qui nous paraît la plus riche, foisonnante et subversive. Si nous pensons qu'il est possible d'en tirer des conclusions positives, voire réjouissantes, nous y percevons également des tendances à l'œuvre qui, si elles se confirmaient, n'aboutiraient à rien de très sympathique. Le mouvement porte en effet en lui, dans sa dynamique et ses contradictions, des éléments négatifs, potentiellement dangereux, que nous n'éviterons pas, d'autant que l'une de ses caractéristiques aura bien été, tout au long de ces semaines, de plonger les participants et les observateurs dans la perplexité et la plus grande incertitude. Les derniers (?) feux de cette révolte brûlant encore au moment où nous publions ces pages, nous nous garderons donc de trop prophétiser.²

En rupture avec les formes de lutte traditionnelles du mouvement ouvrier, la révolte des Gilets jaunes ne ressemble, de prime abord, à rien de connu. On a tendance, un peu hâtivement, à la rattacher à la montée des « populismes » que connaît l'Europe depuis quelques années, bien que les organisations politiques généralement catégorisées de la sorte – populistes – soient elles aussi rejetées par les occupants des ronds-points. Le mouvement qui lui ressemble le plus est peut-être la très atypique mobilisation italienne des *Forconi* de 2012-2013 qui favorisa l'ascension du Mouvement 5 étoiles³. Pour la France, les commentateurs trouvent des similitudes avec les Bonnets rouges qui touchèrent la Bretagne en 2013 – mais les dissemblances sont nombreuses –, moins souvent avec la révolte qui paralysa la Guyane en 2017. D'autres, malgré un contexte très différent, évoquent aussi le mouvement des places ou bien encore les révoltes arabes de 2011.

Quoi qu'ils en disent par ailleurs, le mouvement a néanmoins surpris tous les analystes, *think tank* patronaux, séminaires de recherche, groupes de militants ou de théoriciens marxistes. Était-il si imprévisible ? On l'annonçait pourtant depuis plusieurs années dans ces lieux où le débat est vif, les bistrot : le fameux « ça va péter », entendu mille fois, s'est-il enfin concrétisé ? Et si oui, annonce-t-il que nous sommes désormais pleinement passés dans un nouveau cycle de lutte ? Avant de tenter d'y voir plus clair, revenons rapidement sur les grandes étapes du mouvement.

1 Beaucoup a déjà été dit, écrit ; pour les textes qui, à divers égards, méritent une attention particulière, nous renvoyons à la bibliographie.

2 À toutes fins utiles, précisons ici que nous avons participé au mouvement des Gilets jaunes à partir de l'Acte II (24 novembre 2018) et jusqu'à la journée de « grève générale » du 5 février 2019 qui fait suite à l'Acte XII. Après cette date, nous avons décidé de ne plus nous y impliquer ; on comprendra pourquoi à la lecture de ce feuillet. Considérant que ces pages n'ont pas un caractère définitif, nous sommes évidemment preneurs de commentaires et retours critiques.

3 Le mouvement des *Forconi* (fourches) est une mobilisation d'agriculteurs et de transporteurs routiers hostiles à une augmentation du prix du carburant qui éclate en Sicile en 2012. Refusant toute représentation politique ou syndicale, il organise le blocage de routes et de ports. Il rebondit en 2013 et s'étend à d'autres catégories sociales et d'autres régions, essentiellement dans le sud de la péninsule.

Épisode 01 /

UNE SAISON ET DES ACTES

« Dans ce mouvement, notre perception du temps bouge. Un moment il se suspend, nous sommes le 17. Puis hop, passe la fin novembre, deux semaines se sont écoulées, on est le premier décembre. Un samedi puis un autre et on se surprend à parler d'hier pour dire samedi dernier. »⁴

La révolte des Gilets jaunes fait suite à une longue série de batailles défensives livrées et perdues par les travailleurs de l'Hexagone qui semble faite de mobilisations à chaque fois plus réduites, de grèves ayant de moins en moins d'impact et d'appareils syndicaux davantage préoccupés par leur survie que par la lutte : retraites en 2010, loi Travail en 2016 ou bien encore cheminots en 2018. Un boulevard semble ouvert pour le président Macron qui, ainsi, multiplie les mesures antisociales, parfois très symboliques, telles que l'abolition de l'ISF, la pérennisation du CICE, une nouvelle loi Travail, la baisse des APL, l'augmentation du taux de CSG des retraités, la casse du statut des cheminots ou la réforme de l'accès à l'université. L'opposition à ces mesures est inexistante ou brisée, et le marasme domine. Dans un tel contexte, le vote fin octobre, par l'Assemblée nationale, du projet de loi de finances pour l'année 2019 qui comprend une énième augmentation du prix des carburants ne devrait, tout au plus, provoquer que d'imperceptibles gémissements.

Pourtant, la protestation gonfle sur les réseaux sociaux, et les premiers appels à la mobilisation *physique* contre la hausse annoncée des prix du carburant se font autour de vidéos et de pétitions en ligne. La journée de « *blocage national contre la hausse du carburant* », initiée par deux chauffeurs routiers sur Facebook, rencontre un impressionnant succès : le 17 novembre, selon le gouvernement, 280 000 manifestants sont présents mais, selon le syndicat France Police-Policiers en colère, on compte un million de manifestants répartis sur plus de 3 000 points de blocage. Ce qui est encore plus surprenant c'est que le mouvement ne s'arrête pas, que nombre de manifestants passent la nuit sur les ronds-points, y restent le dimanche, le lundi et les jours suivants. Les samedis restent toutefois des moments forts de la mobilisation.

Le 24 novembre, le gouvernement recense 166 000 personnes alors que le syndicat de police en dénombre lui plus de 750 000 sur 1 500 points de blocage. Alors que, le samedi précédent, des Gilets jaunes avaient tenté de se rendre à l'Élysée, des manifestants sont à nouveau présents sur les Champs-Élysées où, pendant près de dix heures, ont lieu des affrontements avec la police. Le samedi suivant (Acte III), des émeutes éclatent dans de nombreuses villes de province. Ne pouvant accéder à la plus belle avenue du monde, les Gilets jaunes montés à la Capitale prennent d'assaut les quartiers riches de l'ouest ; les affrontements avec la police sont très violents et les dégâts sont impressionnants : l'Arc de Triomphe est (en partie) saccagé, les hôtels particuliers autour de la place de l'Étoile sont attaqués, l'un d'entre eux envahi et incendié, plus d'une centaine de voitures sont en flamme, des boutiques pillées, etc. Le 4 décembre, Matignon annonce la « suspension » de la hausse de la taxe sur les carburants puis, quelques heures plus tard, l'Élysée précise qu'il s'agit en fait d'une « annulation ». Le gouvernement recule, mais trop tardivement pour mettre un terme à la révolte. Le 8 décembre (Acte IV), le ministère de l'Intérieur recense

4 *Jaune*, n° 1, janvier 2019.

encore 136 000 manifestants ; la journée est encore marquée par de très violentes confrontations, à Paris comme en Province, entre Gilets jaunes et forces de l'ordre. Deux jours plus tard, Emmanuel Macron annonce au cours d'une allocution officielle une hausse du SMIC de 100 euros, l'annulation de la hausse de la CSG pour les retraités et la défiscalisation des heures supplémentaires. Les Gilets jaunes se rendent vite compte que l'augmentation du SMIC de 100 € est un leurre (essentiellement constituée par l'accélération de la hausse de la prime d'activité prévue au début de son quinquennat). Pour l'Acte V, le ministère de l'Intérieur déploie 69 000 policiers et gendarmes mais ne compte que 66 500 manifestants. Bien qu'une relative décrue soit perceptible, le mouvement se poursuit avec parfois des événements particulièrement spectaculaires, assez peu relayés dans les médias nationaux, par exemple l'incendie, dans la nuit du lundi 17 au mardi 18, de la barrière de péage de Bandol (17 Gilets jaunes seront arrêtés). Le lendemain c'est celle de Bessan qui est ravagée à son tour (41 Gilets jaunes seront arrêtés).

Après un mois de mouvement, les Gilets jaunes entrent sans doute durant cette période dans *une nouvelle phase*, plus incertaine. Alors que le froid attaque les ronds-points et qu'approchent des fêtes de fin d'année a priori démobilisatrices, Emmanuel Macron annonce, le 18 décembre, l'organisation d'un grand débat national sur quatre thèmes : transition écologique, fiscalité, organisation de l'État, démocratie et citoyenneté (du 15 janvier au 15 mars). Un coup de bluff qui s'accompagne d'un volet répressif : si, localement, il devient de plus en plus difficile de tenir tous les points de blocage et que des ronds-points doivent être abandonnés, beaucoup d'autres sont évacués par les forces de l'ordre. Le 19 décembre, le ministère de l'Intérieur revendique le déblocage de 170 ronds-points en quelques jours. Ceux qui résistent perdent toute capacité de blocage économique et se transforment en lieux de rencontre et discussion où l'on construit généralement une cabane pour se protéger des intempéries ; les éléments les plus radicaux et « déters » (déterminés), autrefois dispersés sur plusieurs communes, se retrouvent sur ces points. Mais ce sont désormais les manifestations du samedi qui rythment la mobilisation des Gilets jaunes.

Si beaucoup imaginent et espèrent que la fin d'année va sonner le glas du mouvement, ils se trompent : on fête Noël ou la Saint-Sylvestre sur de nombreux ronds-points et les manifestations du samedi, bien que rassemblant de faibles cortèges, ne s'arrêtent pas. Le 5 janvier (Acte VIII), nouvelle surprise pour qui est habitué aux mouvements sociaux, la mobilisation repart à la hausse et des affrontements ont encore lieu. Une journée marquée dans la capitale par des scènes spectaculaires : utilisant un transpalette comme bélier, des Gilets jaunes défoncent le portail et envahissent la cour de l'hôtel particulier où travaille le secrétaire d'État et porte-parole du gouvernement, Benjamin Griveaux, l'obligeant à prendre la fuite ; plus loin, c'est le boxeur Christophe Dettinger qui combat avec ses poings des gendarmes mobiles.

L'appel par les syndicats à une journée de grève générale le 5 février représente pour beaucoup (surtout les militants) la possibilité d'un saut qualitatif majeur ; des collectifs de Gilets jaunes s'y associent mais appellent, eux, à une grève illimitée. L'échec de cette journée (prévu mais redouté) est sans doute un nouveau tournant ; on comprend qu'il n'y aura pas de dépassement. Sans porte de sortie, le mouvement entame dès lors une nouvelle phase, celle d'une lente dégénérescence. Ni les mutilations de manifestants, ni l'instauration de nouvelles mesures contre les chômeurs, ni la hausse des prix des produits alimentaires, ne donnent un nouvel élan à la mobilisation des Gilets jaunes ; elle tend, pendant quelques semaines, à se stabiliser au niveau atteint en décembre puis décroît très

lentement.

Pour compenser cette érosion, les manifestations hebdomadaires ont désormais lieu dans une grande ville de la région, et non plus dans chaque département. Les cortèges sont donc toujours aussi « déters » et les affrontements avec les forces de l'ordre monnaie courante. La mobilisation connaît parfois des sursauts, sans toutefois renouer avec les niveaux ou la dynamique de début décembre ; c'est notamment le cas pour la manifestation parisienne du 16 mars (Acte XVIII) qui est, du point de vue des destructions et pillages de magasins sur les Champs-Élysées, une émeute très réussie, exceptionnelle, sans pour autant détenir la force des actes III et IV.

À l'occasion de la seconde journée de grève à l'appel des syndicats, le mardi 19 mars, certains collectifs de Gilets jaunes tentent de réinvestir des ronds-points avec la volonté d'y bloquer à nouveau les camions (Normandie, Cévennes), mais la réaction des forces de l'ordre est immédiate et la mobilisation ne suit pas.

En fait, personne n'ayant l'autorité pour décréter l'arrêt du mouvement, et comme il se trouve toujours un groupe Facebook pour appeler à un nouveau rendez-vous, les manifestations hebdomadaires se poursuivent en une sorte de quasi-rituel. S'y opposent d'un côté la machinerie répressive étatique aux manœuvres spectaculaires (« utilisation » de l'armée le 23 mars pour l'Acte XIX) et, de l'autre, l'ingéniosité et la détermination des Gilets jaunes. Une partie d'entre eux se lancent également dans des tentatives de structuration du mouvement ou, parfois, sombrent dans des dérives citoyennistes et politiques.

Schématiquement, on peut dire qu'à partir du mois d'avril le mouvement, qui connaît toujours une lente attrition, entre dans une dernière phase à moins que, comme le pensent certains, les événements qui se déroulent n'aient désormais plus rien à voir avec les ronds-points de novembre. Désormais, la mobilisation se confond de plus en plus avec une protestation « de gauche » ou traditionnelle. L'acte XXIV (27 avril) est de ce point de vue assez emblématique : la mobilisation des Gilets jaunes baisse encore, entre 23 000 et 60 000 participants, mais la présence des militants politiques est toujours plus voyante. Beaucoup ne s'embarrassent même plus de la chasuble fluo et retrouvent les traditionnels badges et autocollants de leurs organisations respectives. À Paris, la CGT et les partis de gauche et d'extrême gauche sont présents, en particulier la FI et le NPA ; ils sont sans doute plus nombreux que les Gilets jaunes non-militants ; Jean-Luc Mélenchon et les cadres de son parti s'autorisent même une participation. Quant à la journée du 1er mai 2019, annoncée comme devant transformer Paris en capitale de l'émeute et devant relancer la mobilisation – ne disait-on pas que 2 000 « black bloc » allemands étaient déjà présents ? – elle se révèle finalement, du fait d'un imposant dispositif policier, assez terne. La page semble tournée.

Épisode 02 /

GILETS JAUNES, QUEL EST VOTRE MÉTIER ?

*« – J'ai entendu un mot il n'y a pas longtemps ; je ne savais pas ce que ça voulait dire ... C'était prolo ou prolétaire... quelque chose comme ça...
– Prolétaire ?
– Oui j'ai voulu me renseigner...
– Si tu veux, c'est le capital qui a l'argent et détient les moyens de productions ; les prolétaires n'ont que leur force de travail pour survivre...
– Et ben, c'est ça qu'on est : des prolétaires, c'est exactement ça qu'on est ! »⁵*

La carte et le territoire

La géographie particulière de la mobilisation a très vite attiré l'attention des experts en tout genre et la littérature sur la question ne manque donc pas ; on remarque d'abord que le mouvement des Gilets jaunes apparaît d'emblée sur l'ensemble du territoire (y compris outre-mer) ; seuls en sont au départ exclus les grands centres urbains riches et leurs couronnes de « banlieues ». Les zones où les Gilets jaunes sont les plus nombreux, recoupe mais dépasse celles de la « diagonale du vide » (là où la population diminue) ; on peut y associer celles des zones où l'accès routier aux principaux services est le plus difficile, c'est-à-dire là où le temps moyen nécessaire en voiture pour atteindre le premier service – pharmacie, boulangerie ou Pôle emploi – est le plus long⁶. La mobilisation n'est toutefois pas limitée aux territoires ruraux délaissés, mais prend source dans les territoires péri-urbains et les villes petites et moyennes⁷ ; des zones où, contrairement à certains fantasmes, on ne vit pas que dans des lotissements, des maisons où un écran plat orne chaque pièce, et où l'un des deux véhicules du foyer est forcément un 4X4 (pour la chasse). Car si l'extrême pauvreté se concentre dans les grandes villes, la plus grande part du prolétariat n'y vit plus. La mobilisation des Gilets jaunes ne relève donc pas d'un ressort territorial, elle est très clairement surdéterminée par des appartenances de classe.

Dans les zones péri-urbaines les moins attractives d'un point de vue touristique, on peut se loger et profiter d'une fiscalité foncière moindre que dans les métropoles, donc accéder plus facilement à la propriété (en s'endettant sur un nombre de dizaines d'années réduit)⁸. Mais ces zones sont faiblement desservies par les transports en commun et les gares sont une espèce en voie de disparition. Posséder deux voitures n'est donc pas, pour un couple, un choix confortable, mais une nécessité pour se rendre au boulot, déposer les enfants à l'école, faire les courses, etc. (depuis vingt ans la durée des trajets pour aller et revenir du travail ne cesse d'ailleurs de s'allonger). Cela fait de la voiture l'un des postes importants de la dépense quotidienne. Sa perte – panne ou accident – est souvent une catastrophe pour un foyer ; d'où par exemple l'angoisse de beaucoup à l'annonce d'une réforme du contrôle technique. Dans ces zones, l'annonce de l'augmentation de la taxe sur les carburants,

5 « Gilets Jaunes : Acte X en centre ville à Boulogne sur Mer », lamouetteenragee.noblogs.org, 22 janvier 2019

6 Marie Christine Lipani, « Conversation avec Hervé Le Bras : "Le mouvement des Gilets jaunes repose sur deux clientèles différentes" », sudouest.fr, 30 novembre 2018.

7 François Quivoron, « Gilets jaunes. Hervé Le Bras : "Un noyau dur plus fort en Bretagne" », letelegramme.fr, 30 novembre 2018.

8 Le pourcentage de Français propriétaires de leur domicile est de 60 à 65 %, pour une moyenne de 70 % en Europe.

même s'il ne s'agit que de quelques centimes, est donc, potentiellement, l'équivalent d'un détonateur.

Les grands centres urbains, capitales régionales ou départementales restent généralement en marge de la mobilisation ; sauf certains samedi où elles se transforment en lieu où convergent les Gilets jaunes de tout un bassin économique ou géographique. On s'organise pour aller manifester en nombre chez les bourgeois, chez les riches. C'est particulièrement évident pour des villes comme Toulouse ou Bordeaux :

« Bordeaux est une vitrine flamboyante dans un département où la ruralité est totalement en dehors de cette réalité. Peu ou pas de services publics, des administrations qui ferment les unes après les autres. Et comme si cela ne suffisait pas, l'habitant d'un village à 60 km de Bordeaux peut mettre plus de temps pour venir se faire soigner que faire un Bordeaux-Paris en TGV. C'est sans doute aussi cela que les Gilets jaunes expriment lors de leur rituel du samedi après-midi. »⁹

« Il apparaît vite que la majorité des manifestants ne sont pas des habitants de Bordeaux intra-muros, ni même de la première couronne. Ils viennent de bien plus loin, des zones périurbaines et rurales de la Gironde, parfois des départements voisins (Dordogne, Landes, Charente-Maritime). Autant de gens qui se donnent chaque fois rendez-vous dans "l'écrin opulent que constitue désormais le cœur de Bordeaux". [...] Autre élément, les points de blocage et de rassemblement se concentrent sur les axes routiers, mais aussi sur deux zones plus pauvres (Médoc, Blayais) et les contours du bassin d'Arcachon. Bordeaux et son arrière-cour ne vivent plus au même rythme, la colère gronde en périphérie. »¹⁰

Beaucoup des politologues qui s'échinent à comprendre cette carte de la mobilisation des Gilets jaunes doivent en fait reconnaître qu'elle évoque de manière troublante les travaux que mènent depuis plusieurs années le géographe « controversé » Christophe Guilluy. Celui-ci décrit et conceptualise une France coupée en deux : d'une part les métropoles qui profitent de la mondialisation, concentrent les activités tertiaires, la production de richesses et les élites – d'où les phénomènes de gentrification et la hausse des prix de l'immobilier – et les banlieues « *de l'immigration* » qui les joutent (offrant un vivier de travailleurs précaires pour les précédents). De l'autre, la « *France périphérique* » qu'il décrit comme l'angle mort des politiques économiques et sociales ; ce sont les zones rurales, villes petites et moyennes, exclues de la production de richesse ou de sa redistribution. Guilluy reconnaît les bienfaits d'un modèle économique qui crée de la richesse, mais il lui reproche de « *ne pas faire société* », de ne plus intégrer le plus grand nombre, notamment du fait de la polarisation de l'emploi : des emplois très qualifiés se concentrant dans les grandes métropoles et, partout ailleurs, une « *fragilisation de l'emploi* » qui mettrait en danger la « *classe moyenne occidentale* » (à la définition assez floue). À la lecture de ses ouvrages, et quoi qu'on pense par ailleurs du personnage, on ne peut qu'être surpris des nombreuses similitudes entre sa « *France périphérique* » et celle des Gilets jaunes. Notons toutefois que, bien qu'il utilise des concepts qui peuvent sembler d'inspiration marxiste, Guilluy *mettait en garde* contre une possible révolte sociale. Il prophétisait également que celle-ci prendrait, dans un second temps, les aspects d'une crise identitaire ; il s'agit d'un point particulièrement discutable en ce qui concerne les Gilets jaunes et sur lequel nous reviendrons plus loin¹¹.

9 Denis Granjou, « Bordeaux, cette autre capitale des Gilets jaunes », *leparisien.fr*, 19 janvier 2019,

10 Agnès Laurent, « Bordeaux, place forte des Gilets jaunes », *L'Express*, 27 février 2019, p. 26.

11 Les travaux de Christophe Guilluy et leur réception mériteraient une analyse complète et spécifique. Notons toutefois que si l'extrême droite trouve dans ces travaux la confirmation théorique d'une partie de ses thèses, Guilluy, bien qu'issu du chevenementisme et indéniablement conservateur, n'est pas un auteur *lié* à ce courant. Ses références et concepts ne sont, certes, pas choisis pour plaire à un lecteur « de gauche », par exemple lorsqu'il explique que

Composition de classe

Beaucoup a été écrit et dit sur le mouvement des Gilets jaunes et en particulier sur leur sociologie impossible à appréhender statistiquement. D'autant qu'il faut tout d'abord se demander ce qu'est un Gilet jaune ? La définition n'est pas aussi aisée que celle d'un gréviste. Qui est un Gilet jaune ? Pour celui qui dort depuis des semaines dans la cabane à côté du rond-point, c'est facile. Mais quid de la personne qui a participé à une manifestation ou n'a passé qu'une après-midi sur un rond-point ? De celui qui met un gilet derrière son pare-brise ? Le 17 novembre, entre 120 000 et 1 million de Gilets jaunes se sont mobilisés ; le nombre de personnes ayant participé au fil des semaines à au moins une action – et qui selon nous méritent le « titre » de Gilet jaune – est beaucoup plus grand, peut-être plus du double. Si, malgré cette mobilisation de masse, la révolte des Gilets jaunes reste minoritaire¹², elle bénéficie pendant des mois d'une très forte popularité au sein de la population. Un soutien qui se manifeste tout d'abord par le fait d'arborer un gilet sur son tableau de bord, de klaxonner sur les ronds-points (à force c'est pénible), mais aussi par diverses aides matérielles comme des dons de victuailles, au point que, parfois, les Gilets jaunes ne savent que faire de leurs stocks.

Le cœur de la mobilisation des Gilets jaunes est issu de pans de la société française jusqu'alors « invisibles », n'intéressant pas les radars médiatiques, universitaires, politiques, mais aussi, il faut le reconnaître, militants. On a beaucoup parlé pour décrire les Gilets jaunes de « classes moyennes », appauvries ou en voie de déclassement, ou bien encore de « *petits moyens* ». Ce sont des qualificatifs flous et trompeurs qui masquent le fait que la composante extrêmement majoritaire de ce mouvement sont des prolétaires : salariés des petites et moyennes entreprises, petits employés de la fonction publique, chômeurs et retraités ; plutôt peu diplômées et exerçant fréquemment des métiers manuels. Ce ne sont certes pas les plus pauvres (qui pour beaucoup résident dans les grandes villes), mais des prolétaires qui travaillent, paient des impôts (parfois sur le revenu), gagnent trop pour bénéficier de certaines aides, et pas assez pour « bien vivre » (nous y reviendrons) ; on évoque souvent des salaires se situant autour ou en dessous du revenu mensuel médian (1 700 €)¹³. Des personnes ayant des difficultés financières, qui peinent à « joindre les deux bouts », dont les fins de mois commencent assez tôt, etc. C'est d'ailleurs bien par le fait de galérer (malgré leur emploi) que les Gilets jaunes se définissent, se reconnaissent ; c'est ce qui, pour eux, donne de la légitimité à leur révolte¹⁴.

Ceux qui n'ont pas de problème d'argent sont les grands absents de la mobilisation, et en particulier les « très riches », les bourgeois membres des classes supérieures. Les riches « tout court » sont rares ; si le terme est vague, on les repère aisément à leur accoutrement,

l'abstention et le vote FN sont « *la preuve d'une émancipation par le bas* » des classes populaires (*La France périphérique*, Flammarion, 2014, p. 89), ou lorsqu'il reprend à son compte le concept d'« *insécurité culturelle* » forgé par Laurent Bouvet ; c'est, bien plus que le fond de ses travaux, ce qui lui vaut le qualificatif de « *controversé* » ou de « *sulfureux* ». Davantage qu'un « fasciste », Christophe Guilluy est surtout un *lanceur d'alerte* mettant en garde la bourgeoisie contre les risques d'une révolte des « *catégories populaires* » de la « *France périphérique* » (qu'il n'associe pas forcément aux « blancs ») et d'une montée des partis « *populistes* » qui seraient dangereuses pour la stabilité du système capitaliste existant.

12 Le 31 mars 2016, point fort de la mobilisation contre la loi Travail, le gouvernement estime le nombre de manifestants à 400 000. En Mai 68, on a parlé de 10 millions de *grévistes*.

13 Sur ces questions voir par exemple Olivier Ertzscheid, « De l'algorithme des pauvres gens à l'Internet des familles modestes » in Collectif, *Le Fond de l'air est jaune. Comprendre une révolte inédite*, Paris, Seuil, 2019, p. 136 ; « Qui sont et que veulent les « Gilets jaunes » ? Entretien avec Benoît Coquard », *contretemps.eu*, 23 novembre 2018.

14 Les rares Gilets jaunes qui admettent ne pas « galérer » justifient généralement leur présence sur le rond-point par la connaissance d'une personne (un proche ou un membre de leur famille) dans cette situation.

même sous une chasuble fluo. Mais, si on les croise près d'un barrage de pneus et de palettes, c'est plutôt parce qu'ils souhaitent passer avec leur berline ; celle-ci ne laissant généralement pas indifférents les Gilets jaunes. Et même si, théoriquement, les Gilets jaunes ne veulent s'en prendre qu'aux « très riches » (financiers, banquiers, etc.), les railleries à leur encontre ne manquent alors pas, expression d'un profond mépris de classe qu'on a pu constater à Paris lorsque les Gilets jaunes ont investi « *les rues du Monopoly* ». Des épisodes où beaucoup de Gilets jaunes témoignent de leur plaisir à voir saccager les restaurants de luxe ou brûler des Porsche ; un phénomène auquel on assiste, à une moindre échelle, dans les villes de Province.

À première vue, d'importantes catégories de prolétaires ne sont que très peu présentes dans le mouvement, bien qu'avec beaucoup d'exceptions locales et de cas particuliers : en premier lieu les plus pauvres (qui ne sont jamais les plus mobilisés), les travailleurs précaires et les chômeurs des grandes villes, mais aussi (recoupant en partie les catégories précédentes), les prolétaires des banlieues où vivent, notamment, de nombreux travailleurs issus d'une immigration extra-européenne (nous y reviendrons).

Semblent également absentes des catégories sociales telles que fonctionnaires, agents du secteur public, salariés des grandes entreprises, cheminots, agents EDF, dockers, etc., c'est-à-dire les prolétaires les moins précaires¹⁵. C'est-à-dire aussi ceux que, depuis 1995, on croise régulièrement en manif, les bastions syndicaux. Une caractéristique du cœur de la mobilisation des Gilets jaunes est, en effet, leur fréquente absence d'expérience militante, politique ou syndicale ; on parle d'ailleurs de « primo-manifestants ». Ils ne disposent ni du vocabulaire, ni des réflexes, ni des logiques du militant ou ne serait-ce que ceux du manifestant traditionnel – adhérent ou sympathisant CGT, FI ou NPA. La figure de l'enseignant adhérent de la FSU, espèce rare sur les ronds-points est, à bien des égards, l'antithèse de celle du Gilet jaune. On est donc très loin de la sociologie de Nuit Debout (qui, dans chaque ville, rassemblait les travailleurs intellectuels de gauche, le ban et l'arrière ban militant) ou de celles des manifestations organisées au même moment, que ce soit pour le climat (8 décembre) ou contre les violences sexistes (24 novembre).

En tout cas, bien qu'il soit constitué très majoritairement de prolétaires (ouvriers et employés), le mot « prolétaire » n'a, dans le mouvement, qu'une utilisation exceptionnelle. Celle de « travailleur » est beaucoup plus courante, en particulier parmi les quelques collectifs de Gilets jaunes où sont présents des travailleurs syndiqués ou militants, ce qui donne à leur discours une tonalité qui rappelle l'ancien mouvement ouvrier. C'est par exemple le cas de l'appel de la zone portuaire de Saint-Nazaire, « *la solution est en nous-mêmes, en nous les travailleurs, les chômeurs, les retraités de toutes origines et de toutes couleurs* » (23 novembre). Mais l'utilisation la plus courante du mot « travailleur » par les Gilets jaunes a, par contre, l'inconvénient d'éluder l'exploitation ; il ne renvoie qu'aux notions, vagues, de travail et d'effort, auxquelles tous les humains sont confrontés. On retrouve ici une conception du peuple renfermant tous ceux qui « travaillent », au sens saint-simonien très large, incluant patrons, ouvriers, artisans, artistes, savants, etc. Or, justement, entre les « très riches » et les salariés qui galèrent, il y a une marge que remplissent d'autres catégories ; certaines d'entre elles *semblent* même liées aux Gilets jaunes.

15 Nous ne sommes en effet plus au XIX^e siècle, et les prolétaires de France peuvent percevoir de « bons » salaires puisqu'ils ont l'un des taux de productivité les plus élevés au monde. Et, même si ils sont propriétaires de leur maison (à deux après 30 ans de crédit), d'un écran plat et d'un abonnement à Netflix, ils ne disposent pour survivre que de leur force de travail.

Un mouvement interclassiste ?

Humains, ils le sont tous : entrepreneurs (PME, TPE), indépendants, cadres, commerçants, artisans, ou professions libérales. Ces catégories ont été présentées, par les médias et les Gilets jaunes, comme une composante non négligeable du mouvement, au même titre que les ouvriers, les chômeurs ou les retraités.

Il est indéniable que des membres de ces catégories sont actifs le 17 novembre sur les ronds-points. Il est impossible de savoir précisément quelle part de la mobilisation ils représentent ce jour-là ; on peut toutefois avancer, sans trop de risque, qu'elle est minoritaire, sinon très minoritaire. Néanmoins, de par un capital culturel, une prestance ou un bagou un brin supérieur, ils sont peut-être proportionnellement sur-représentés parmi les petits chefs locaux, référents, *admins* Facebook ou porte-paroles et parmi les Gilets jaunes interviewés sur BFM-TV¹⁶ ; ce n'est pas forcément le cas parmi les leaders qui émergent nationalement.

Ce qui est certain, c'est que beaucoup d'entre eux prennent leur distance avec le mouvement dès que l'on comprend qu'il va durer et que les blocages continuent, c'est-à-dire le dimanche 18 et surtout le lundi 19. Dès la première semaine, commerçants et artisans des centre-villes et des zones commerciales, et petits patrons commencent à se plaindre des conséquences économiques, des pertes de chiffre d'affaire qu'ils subissent alors qu'approche la période des fêtes de fin d'année. Les CCI sont vent debout. Dès le 19, la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) – qui n'a pas appelé à la mobilisation – fait part dans un communiqué de ses inquiétudes quant aux possibles conséquences économiques des blocages, appelle à l'apaisement et demande au gouvernement d'assurer la liberté de circulation et de travailler, mais aussi de faire un geste (par exemple un moratoire sur l'augmentation du carburant). Au fil des jours, le nombre (et probablement la proportion) de commerçants et d'artisans diminue au sein de la mobilisation.

Le seul secteur patronal dont on a pu percevoir une participation au mouvement des Gilets jaunes est celui du BTP. Les représentants de ce secteur dénoncent bien avant le 17 novembre la suppression annoncée de l'exonération fiscale sur le gazole non routier (GNR) dont ils bénéficient, et tentent de négocier un aménagement avec le gouvernement. C'est pour cela que, lors du premier samedi de mobilisation, on croise parfois sur un rond-point des camions de boîtes locales de BTP participant aux blocages (Forcalquier, Rognonas), parfois à l'entrée de dépôts pétroliers ou de ports (Lorient, Calais). Mais, rares lors du week-end de l'Acte I, ils le sont davantage à partir du lundi car le travail reprend. D'autant que personne n'avait prévu que les Gilets jaunes poursuivraient leur mobilisation au-delà du 17 novembre et que, dès ce jour-là, leurs demandes marginaliseraient celle du prix du carburant. Les Fédérations du BTP avaient programmé la semaine suivante des actions pour peser dans leurs négociations avec le gouvernement, notamment des barrages filtrants ; dans certaines régions, on décide donc de les annuler pour ne pas être assimilés à la mobilisation des Gilets jaunes ; c'est par exemple le cas en Bourgogne-Franche-Comté le 21 novembre. En Haute Savoie, la Fédération du BTP menace d'appeler ses troupes à descendre dans la rue, mais avec des « *casques blancs pour être bien dissocié du mouvement des Gilets jaunes* »¹⁷. Les actions des professionnels du BTP, qui commencent avant le 17 novembre, s'arrêtent le 4 décembre, dès que Matignon annonce qu'il suspend l'augmentation des taxes sur le carburant, y compris la mesure sur le GNR. Mais, depuis

16 Qu'un mouvement majoritairement prolétarien se donne parfois pour chef des bourgeois n'est pas en soi une nouveauté, l'histoire du mouvement ouvrier le montre assez bien.

17 M. F., « Gilets jaunes : les professionnels des travaux publics reportent leur action prévue mercredi », *france3-regions.francetvinfo.fr*, 19 novembre 2018 ; Richard Vivion, « Les entreprises du BTP prêtes à se mobiliser contre la hausse du prix du gasoil non routier », *francebleu.fr*, 3 décembre 2018.

quelques jours déjà, la fédération du BTP a d'autres inquiétudes, ce sont les possibles conséquences économiques des blocages Gilets jaunes. Cette timide mobilisation n'a donc fait que croiser celle des ronds-points.

À noter que nombre de commentateurs, y compris au sein du milieu radical, mettent dans un même sac les catégories de petits patrons, artisans et auto-entrepreneurs. Les « artisans » que l'on croise dans le mouvement, sont souvent des travailleurs manuels indépendants peu diplômés, qui n'ont pas forcément des salariés. Quant à ceux qui optent pour le statut de micro-entrepreneurs¹⁸ pour sortir du chômage ou de la galère, ils succombent certes aux sirènes de l'idéologie dominante, mais n'en demeurent pas moins des travailleurs subissant une nouvelle forme d'exploitation qui, en définitive, ne profite qu'aux patrons auxquels ils facturent leurs « prestations ». À l'heure de l'uberisation du travail, tous les « entrepreneurs » ne se valent pas.

La confusion règne donc en maître et la société bourgeoise s'y emploie. Ce qui différencie patrons et employés est parfois loin d'être une évidence pour les Gilets jaunes (et encore moins la contradiction de leurs intérêts), surtout dans des zones où dominant PME et TPE ou bien encore en milieu rural où « *les frontières de classes sont parfois floues du fait de l'entremêlement des fonctions au travail entre patron et salarié, ou qu'il n'est pas rare de se retrouver le week-end dans le même club de football ou la même société de chasse que son patron* »¹⁹.

Beaucoup de commentateurs d'extrême gauche ont dénoncé le caractère « impur », c'est-à-dire insuffisamment prolétarien, de cette révolte. C'est survaloriser la participation marginale d'éléments de la petite bourgeoisie (petits patrons, commerçants), alors que leurs organisations professionnelles respectives dénoncent les agissements des Gilets jaunes²⁰. Nous en avons pourtant connu un certain nombre, depuis une vingtaine d'années, de ces mouvements où fonctionnaires, enseignants et étudiants abondent, de ces manifestations d'encartés, de ces leaders-permanents syndicaux n'ayant pas fréquenté un atelier depuis des lustres, donc des mouvements très éloignés d'une composition ouvrière « idéale ». Certains crachent le terme « classe moyenne » en une acception péjorative pour signifier que ces Gilets jaunes ne sont pas assez pauvres, trop « consommateurs » pour être de « vrais » prolétaires. Ils font penser à ceux qui refusaient de voir le caractère prolétarien des émeutes de 2005 ; ce sont parfois les mêmes. Au contraire, certains « militants », notamment communistes²¹, impliqués dès le début du mouvement, ressentent une sorte de soulagement à ne côtoyer, un temps, que de « vrais » prolétaires (là encore). Il est vrai qu'on a rarement vu un mouvement avec une aussi grande proportion d'*ouvriers*. Un ami évoquant les manifestations de début décembre, en province, les présente ainsi : « *Autour de toi, tu regardes, y'a que des prolos. Ça se voit, à leurs gueules, à leurs mains, à leurs mots. Putain ça fait du bien* »²². Les professions de ceux qui, le lundi, passent en

18 Statut remplaçant celui d'auto-entrepreneurs. Près de 500 000 entreprises de ce type (dont le dirigeant est aussi le seul travailleur) ont été créées en 2018 ; il en existerait aujourd'hui plus d'un million.

19 « Qui sont et que veulent les « Gilets jaunes » ? Entretien avec Benoît Coquard », 23 novembre 2018.

20 Un sondage surprenant réalisé entre le 6 et le 12 décembre 2018 auprès 604 dirigeants d'entreprises, 65 % d'entre eux soutiennent les Gilets jaunes (dont 29 % « tout à fait »). 72 % des patrons s'estiment mécontents de l'action menée par le président. Nous n'avons pas trouvé plus de détails mais, on l'imagine, les patrons du CAC40 n'ont pas pu être joints au téléphone. « 65% des chefs d'entreprises soutiennent les Gilets jaunes », *europel.fr*, 19 décembre 2018.

21 Lorsque nous employons ce terme ce n'est évidemment pas en référence au PCF, mais plutôt pour qualifier ces « militants » que, peu ou prou, on peut relier à l'histoire de l'ultra-gauche, de la gauche communiste, du conseillisme ou de l'autonomie (et que nous n'amalgamons donc pas avec l'extrême gauche).

22 Cette question du corps des Gilets jaunes a été soulignée à plusieurs reprises. Par exemple par l'écrivain Edouard Louis qui reconnaît « *des corps qui n'apparaissent presque jamais dans l'espace public et médiatique, des corps souffrants, ravagés par le travail, par la fatigue, par la faim, par l'humiliation permanente des dominants à l'égard des dominés, par l'exclusion sociale et géographique, je voyais des corps fatigués, des mains fatiguées, des dos*

comparution immédiates dans divers tribunaux de France en disent long : électricien, chauffeur-routier, intérimaire, menuisier, imprimeur, bûcheron, ouvrier agricole, maçon, etc.

Le soutien que rencontre la révolte des Gilets jaunes, la sympathie, donnent aussi des indications quant à cette composition de classe. On sait avec quelle prudence les sondages doivent être traités, mais ceux relatifs au soutien apporté par la population aux Gilets jaunes sont révélateurs, d'autant qu'ils se confirment au fil des mois et des instituts qui les effectuent (ne s'effritant que tardivement). Les premières enquêtes montrent un soutien d'environ 75 % de la population et un rejet du dernier quart (correspondant à l'électorat d'Emmanuel Macron), mais confirment un fort clivage de classe car le soutien varie fortement :

- en fonction du type d'emploi : 78 % des employés et des ouvriers soutiennent le mouvement, et seulement 46 % des cadres.
- - en fonction de la taille de la commune des personnes interrogées : plus elle se réduit, plus le soutien aux Gilets jaunes augmente²³ ; 70 % des personnes habitant dans les communes rurales, contre 52 % de celles résidant dans l'agglomération parisienne.
- - en fonction du niveau d'étude : le soutien au mouvement est de 71 % chez les enquêtés ayant un niveau BEP-CAP, contre 65 % chez ceux qui ont le niveau du baccalauréat et 44 % chez ceux qui ont au moins une licence.
- - en fonction de la précarité : le soutien est le fait de 70 % des chômeurs, et de 71 % des personnes qui risquent fortement – ou dont un des membres de la famille risque fortement – d'être au chômage, contre 55 % de ceux qui disent ne rien risquer²⁴.

La composition de classe de la révolte des Gilets jaunes est essentiellement prolétarienne ; et ce ne sont pas les quelques éléments issus d'autres classes qui suffisent pour la qualifier d'« interclassiste ». Par contre, et c'est paradoxal, le discours qu'elle porte, à base d'unité et de démocratie, est lui fondamentalement interclassiste.

broyés, des regards épuisés. » Edouard Louis, « Chaque personne qui insultait un gilet jaune insultait mon père » », *lesinrocks.com*, 4 décembre 2018.

23 Sondage BVA des 6 et 7 novembre.

24 Vague 10 du Baromètre de la confiance politique du Cevipof réalisée entre le 13 et le 24 décembre 2018.

Gilets jaunes femmes

« C'est pas du chiqué
quand les femmes s'y mettent »²⁵

L'Acte I des Gilets jaunes n'est pas achevé que, déjà, ils se trouvent qualifiés par le gouvernement et les médias des pires adjectifs du moment, racistes, « islamophobes », ou homophobes ; accusations à chaque fois basées sur un incident censé refléter l'ensemble de la mobilisation. On y ajoute aussi le qualificatif de « sexistes »²⁶, sans pour autant s'appuyer sur un cas précis ; le qualificatif diffamant est asséné comme une évidence – pour la bourgeoisie, le prolo mal dégrossi, débarquant de sa campagne la clope au bec, ne peut en effet qu'être « sexiste ». Ce n'est pas aussi simple. Car il y a tout d'abord les femmes. Elles sont partout. Il s'agit sans doute de l'un des mouvements sociaux les plus mixtes qu'on ait connus (on parle de 40 à 45 % de femmes), sur les ronds-points, dans les manifestations mais aussi parmi les porte-paroles et référents, y compris dans les médias. Certains collectifs de Gilets jaunes se dotent même parfois de porte-paroles paritaires. À un tel niveau c'est sans doute une première. Pour l'historien Xavier Vigna, « *l'égal engagement des femmes montre, peut-être pour la première fois, que le monde du travail dans son entier est aussi un monde féminin. Elles rendent visibles qu'elles sont présentes partout, dans les secteurs de la logistique, dans les services, dans les usines, etc.* »²⁷ On a rarement vu autant de femmes descendre dans les rues en France dans le cadre d'un mouvement social.

La présence des femmes dans les protestations et les grèves – croissante depuis les années 1970, en fonction des particularités sectorielles – est généralement perçue comme un signe de radicalité. On les remarque peut-être ici davantage parce que le mouvement des Gilets jaunes est lié à la vie quotidienne, à cette question de la reproduction de la force de travail où les prolétaires femmes jouent encore un rôle central, et à laquelle elles se renvoient elles-mêmes dans les nombreux témoignages et interviews. Lorsqu'une ouvrière, mère de deux enfants, explique qu'elle peine à les nourrir et qu'elle ne peut leur faire de cadeaux, c'est évidemment particulièrement poignant ; mais, ça l'est d'autant plus que, en France, on n'entend généralement pas ce type de propos dans les luttes, par exemple lors d'une grève de cheminots ou d'enseignants. C'est la précarité des prolétaires femmes qui saute à la gueule de celui qui est assis devant son écran.

Reflets de la sociologie générale des Gilets jaunes, les Gilets jaunes femmes sont le plus souvent des prolétaires femmes peinant à boucler leurs fins de mois, souvent des mères isolées avec enfants et, semble-t-il, assez peu de femmes au foyer (femmes *de* prolétaires). Les prolétaires femmes sont, on le sait, particulièrement victimes de la précarité et de l'intensification de l'exploitation capitaliste ; elles sont par exemple surreprésentées dans les métiers les moins payés ou subissent le temps partiel imposé. Le rond-point est, de fait, le seul lieu de rencontre et de mobilisation possible pour ce type de prolétaire sans lieu de travail fixe, par exemple pour des intérimaires ou des travailleuses indépendantes dans l'aide à la personne²⁸.

25 Une Gilet jaune, 6 janvier 2019 à Paris.

26 Les termes sexiste ou sexisme sont par ailleurs assez vagues, renvoyant davantage à un comportement individuel qu'à un phénomène structurant la société (qui est sexuée ou genrée). De plus, le qualificatif « sexiste » n'a évidemment pas le même sens dans la bouche d'un ministre ou d'une militante LGBT.

27 « Gilets jaunes : "Ils inventent leurs propres codes", estime un historien », *leparisien.fr*, 26 novembre 2018.

28 À noter qu'à plusieurs reprises des groupes d'assistantes maternelles en lutte contre la réforme de l'assurance chômage, arborant des « Gilets roses », se joignent aux manifestations.

À partir de décembre, ont eu lieu dans certaines localités (Boulogne) des réunions et manifestations distinctes de Gilets jaunes femmes ; elles ont souvent lieu le mercredi car c'est le jour où une femme qui a des enfants ne peut pas travailler. Puis des groupes Facebook *ad hoc* apparaissent et s'amorce une tentative de mobilisation spécifique de Gilets jaunes femmes au niveau national. Le dimanche 6 janvier (lendemain de l'Acte VIII), des manifestations que des militants qualifieraient de « non-mixte » (ce qu'elles sont sauf exceptions) ont lieu dans plusieurs villes ; le rendez-vous se veut hebdomadaire. L'objectif affiché est de donner un autre reflet du mouvement, « *une image plus apaisée, plus positive* », c'est-à-dire moins violente et virile que celle des samedis. Il est bon de rappeler ici que, comme leurs homologues masculins, les Gilets jaunes femmes sont généralement des primo-manifestantes n'ayant pas d'expérience d'engagement politique ; on est donc ici loin de la sociologie des militantes féministes *qui est celle des militants*. Les organisatrices de ces événements précisent souvent : « *ce n'est pas une lutte féministe, mais féminine* ». Cette méfiance vis-à-vis du mot « féministe », assez ancienne, est à souligner car on assiste, depuis quelques années, à son retour en grâce dans les médias et la politique, et il est désormais de bon ton pour les célébrités de se qualifier ainsi. De ce fait, le féminisme se trouve généralement mis par les Gilets jaunes dans le même sac que les mouvements politiques, les médias et les « élites », et considéré avec autant de mépris. Il est vrai que pour les Gilets jaunes le féminisme ne s'incarne pas dans Simone de Beauvoir ou Christine Delphy mais, au mieux, dans la très macroniste ministre Marlène Schiappa... et, sur les réseaux sociaux, la figure de référence des Gilets jaunes femmes n'est pas Rosie la Riveteuse mais bien plutôt Marianne. Le fait que des féministes « bourgeoises » aient demandé aux Gilets jaunes de reporter leur Acte II, afin de ne pas « invisibiliser » la manifestation contre les violences sexistes du 24 novembre, n'a sans doute pas arrangé les choses. On a toutefois pu assister, ce jour-là, à des jonctions, du moins des marques de sympathie de cortèges Gilets jaunes envers ceux organisés par les organisations féministes en province (Montpellier, Nantes).

Bien plus tard, au lendemain de la journée internationale des droits des femmes, acte XVII (9 mars), des femmes sont en tête des manifestations Gilets jaunes dans plusieurs villes. À Paris, elles lancent des slogans appelant à la fin du patriarcat ou à l'égalité entre femmes et hommes... La fréquentation des ronds-points permet certes une maturation politique, mais peut-être pas une transformation aussi rapide des Gilets jaunes femmes en farouches féministes radicales. On a surtout affaire, ce jour-là, dans la capitale, à des militantes politiques, syndicales et associatives absentes des cortèges en novembre et décembre (reconnaissables à leurs habits, autocollants, mégaphones, etc., et au fait que peu d'entre-elles arborent d'ailleurs la chasuble jaune).

Les Gilets jaunes femmes n'ont pas, au sein du mouvement, de revendications spécifiques ; celles habituellement portées par les organisations féministes, ne serait-ce que l'égalité salariale, sont généralement absentes. Tant il est vrai que les Gilets jaunes recherchent avant tout l'unité et évitent ce qui peut les différencier, donc les diviser ; le spécifique est justement ce qu'ils rejettent (nous y reviendrons). « *En revanche, d'un autre côté, la question de la précarité, qui pèse plus particulièrement sur les femmes et qui est au cœur du mouvement est souvent mise en avant. Cette précarité est en outre comprise comme une " double peine " qui pèse sur les femmes : leur " devoir familial " devient impossible à remplir dans les conditions de précarité qui leur sont faites. On n'est pas dans le rejet de cette assignation en tant que telle, mais dans la dénonciation par les femmes de l'impossibilité qu'il y a à maintenir tous leurs rôles sociaux à la fois.* »²⁹ Les positionnements et discours des Gilets jaunes femmes seraient d'ailleurs, en d'autres circonstances, qualifiés de cisgenrés, hétéronormés ou d'essentialistes. Un des principaux

29 L. G., A. C., « Gilets jaunes & théorie #1 / Thèses provisoires sur l'interclassisme dans le moment populiste », *carbureblog.com*, 22 janvier 2019.

groupes Facebook appelant à la mobilisation du 6 janvier précise ainsi : « *Nous restons complémentaires et solidaires aux hommes [...] Nous voulons montrer que nous sommes la mère patrie, en colère et nous avons peur pour l'avenir de nos enfants.* » Les Gilets jaunes femmes mettent surtout en avant dans les slogans, sur les pancartes et les banderoles, la famille et les enfants dont la charge leur revient en plus du travail salarié (assez loin des problèmes des femmes plus favorisées qui peuvent plus aisément concilier travail et vie de famille). On ne questionne ni ne critique le rôle des femmes, on le revendique au contraire, en particulier celui de mère qui confère une reconnaissance à l'instar de celui qui a un « vrai » travail ou de cet autre qui se met « à son compte ». Oui, au sein du prolétariat on est assez peu au courant des percées théoriques qui révolutionnent les milieux universitaires et militants ; faire des enfants y est encore bien souvent jugé comme quelque chose de « normal » et même, évidemment, de « naturel ». On y sait par contre la galère noire que cela entraîne, surtout pour la mère, mais ce n'est pas perçu comme un frein à son ascension sociale, une carrière ou des études... impensables. En une période de crise rampante, la famille reste pour beaucoup de prolétaires un repère, un refuge et une valeur qui contraste avec l'amoralité supposée des « élites ». Les militantes féministes (tout comme ceux d'extrême gauche) qui se rendent sur les ronds-points « découvrent » le fossé qui les sépare des femmes des classes populaires qui, d'ordinaire, ne participent à aucune manifestation.

Le mouvement est trop diversifié pour qu'on puisse dire si la présence des femmes sur les ronds-points a bouleversé quoi que ce soit dans le fonctionnement des couples comptant au moins un gilet jaune (quid des Gilets jaunes femmes dont les maris sont gendarmes ?) ; la présence sur les ronds-points n'a elle-même que peu impacté la vie quotidienne, sauf pour une poignée d'enragés campant sur place pendant des semaines. Rien qui, en définitive, puisse troubler le genre. Ce sont plutôt des fiançailles et des mariages qui ont été célébrés sur les barrages de Gilets jaunes. Rien que de très hétéronormé. La très forte présence de femmes y compris comme « leaders » ne modifie pas l'ordre genré des choses. Il aurait fallu pour cela que la vie quotidienne soit pleinement perturbée. Tant que le travail la structure, tant que la Gilet jaune bosse huit heures par jour, tant que les enseignants s'occupent des enfants durant la journée, l'ordre genré des choses ne peut être remis en cause car, même si dans la lutte hommes et femmes sont sur un pied d'égalité, il n'en va pas de même dans la sphère privée – un réel bouleversement poserait inévitablement la question du travail domestique, principalement effectué par les femmes et lié à la reproduction de la force de travail³⁰. Et si, dans certaines villes, se mettent en place des garderies pour permettre au plus grand nombre de se rendre aux manifestations, il y a fort à parier que ce type d'auto-organisation se fait aussi, « naturellement », en non-mixité.

Pour en finir avec cette question, précisons que l'ordre genré des choses est forcément hétérosexuel. L'accusation d'homophobie portée à l'encontre du mouvement me paraît pourtant relever d'une construction médiatique ne s'appuyant que sur un seul incident survenu le 17 novembre³¹. Si, sur les ronds-points, les queers, trans et LGBT sont de toute

30 Sur ces questions, on se reportera ici utilement aux articles du numéro spécial « Genres et classes » de la revue *Incendo* parue en octobre 2012. <https://incendo.noblogs.org/genresetclasses/> Quant aux couples homosexuels, si au départ la répartition des tâches liées à ce travail domestique est plus égalitaire, il n'en va pas de même dès lors qu'il y a un enfant : c'est en général le parent au salaire le plus élevé qui participe le moins au travail domestique. Claire Levenson, « La répartition des tâches ménagères est plus équitable dans les couples homos (sauf quand ils ont des enfants) », *slate.fr*, 17 mai 2018.

31 Les Gilets jaunes qui ce jour-là, à Bourg-en-Bresse, s'en sont pris à un automobiliste (surtout à sa voiture) visaient-ils un « homosexuel » comme les grands médias l'ont rapporté ou bien un élu de la majorité PS du conseil municipal de la ville ? Le récit que donne la presse locale de l'agression laisse au moins planer le doute, le pouvoir en fait lui

évidence absents, c'est *en tant que* membres ou représentants de catégories ou communautés spécifiques, donc en tant que militants (les prolétaires non plus ne sont pas là *en tant que*). Mais, qui a fréquenté sérieusement les Gilets jaunes sait qu'on y rencontre aussi des prolétaires ayant des pratiques homosexuelles, y compris parfois parmi les « leaders ». Et alors ? Les orientations sexuelles de tel ou tel Gilet jaune n'importent pas sur les ronds-points, elles ne sont pas un sujet. L'hétérosexualité qui y est, implicitement, la norme, n'est autre que celle qui, globalement, domine encore dans la société³².

Le seul bémol à la parité chez les Gilets jaunes est dans le rapport à la violence. La lutte des Gilets jaunes n'a rien d'un séminaire de sociologie, elle est rude, virile et salissante et, lorsqu'il s'agit de gérer une action, le déchargement d'un camion de palettes ou la prise d'assaut d'une barrière de péage, les grandes gueules masculines ont bien *souvent* l'avantage. Quant aux affrontements avec les CRS, ils semblent être le seul domaine *majoritairement* masculin, sans être pour autant non-mixte puisque beaucoup de jeunes prolottes n'y vont pas de main morte³³. De ce point de vue, l'épisode du boxeur Christophe Dettinger survenu lors de l'Acte VIII (5 janvier) est assez caractéristique ; son intervention est présentée par les Gilets jaunes comme le geste chevaleresque d'un homme voulant défendre une femme matraquée au sol par des gardes mobiles. Les Gilets jaunes se posent comme l'incarnation du monde à *l'endroit* ; les flics, eux, ne respectent rien. Les Gilets jaunes savent aussi utiliser cette image de « la femme » fragile et pacifique dans les manifestations non-mixtes du dimanche, ou bien encore par l'utilisation de femmes pour constituer des services d'ordre empêchant que les manifestants les plus déters ne viennent au contact des CRS.

Les prolétaires femmes sont bien les seules à se différencier au sein des Gilets jaunes, mais comme partie d'un ensemble indivisible... Elles ne sont pas *différentes*, elles sont identiques aux Gilets jaunes hommes mais disposent d'« un truc en plus » qui n'en fait pas pour autant un groupe à *part*. Toute autre manifestation spécifique aurait été impensable (par exemple celle de Gilets jaunes issus d'une immigration extra-européenne, ou des Gilets jaunes « handicapés »). Les manifestations du dimanche n'ont d'ailleurs pas connu un grand succès et, le déclin du mouvement aidant, ces rendez-vous ont cessé. S'y exprimait, assez fièrement, la classique différence/complémentarité entre les hommes et les femmes, naturalisée, sans pour autant sombrer dans la caricature de la femme au foyer. On est toutefois très loin des théorisations sur le genre.

un usage certain et, de cet incident, certains concluent même que « *les Gilets jaunes cassent du pédé* ». En janvier 2019, le maire d'Alès est lui aussi chahuté dans sa voiture par des manifestants Gilets jaunes, mais ce n'est probablement pas pour son hétérosexualité affichée.

32 L'usage du terme « pédé » ou « enculé » est fréquent chez les Gilets jaunes, comme il l'est pour une très large partie des habitants de l'Hexagone. C'est regrettable car une pratique sexuelle ne devrait pas être une insulte d'autant que cela contribue et véhicule une homophobie latente dans la société. Mais lorsqu'un Gilet jaune très énervé s'exclame « *Viens ici petit pédé, j'veins t'enculer moi tu vas voir !* », pour interpeller un automobiliste lui aussi énervé, il ne s'agit en aucune manière d'un jugement de valeur porté sur les pratiques sexuelles réelles ou supposées de cette personne. Même lorsqu'ils cherchent à être moins vulgaire, les Gilets jaunes n'arrangent pas forcément leur cas, comme avec la pancarte « *La sodomie c'est fini !* » interprété par certains comme la volonté giletjaunesque de mettre fin à l'homosexualité alors que ce n'est que la version polie de « *Y'en a marre de se faire enculer !* ». Les prolétaires s'expriment (malheureusement) sur les ronds-points comme ils le font quotidiennement, au bistrot ou la pétanque et (malheureusement) pas comme dans un squat queer non-mixte. Sur la question de la sexualité en milieu ouvrier, et plus particulièrement des pratiques homosexuelles, on se reportera avec intérêt au livre de Gilles Dauvé, *Homo : Question sociale et question sexuelle de 1864 à nos jours*, Niet !, 2018, 272 p., et plus particulièrement à l'entretien avec Fabrice qui s'y trouve retranscrit, p. 213-227.

33 Chez les militants insurrectionnalistes, habitués à ce type de combats et qui, progressivement, rejoignent le mouvement des Gilets jaunes, les femmes sont proportionnellement plus nombreuses mais toujours très minoritaires.

Évolution sociologique

La sociologie des Gilets jaunes est, on l'a dit, impossible à déterminer statistiquement d'autant que la mobilisation se caractérise depuis le début par une importante rotation des participants : chômeurs et retraités en journée sur les points de blocage, actifs les relayant après leur journée de boulot ; davantage de monde le week-end que la semaine, en manif que sur les ronds-points. Elle se perçoit pourtant.

On a vu aussi que les Gilets jaunes « bourgeois » présents le 17 novembre ont pour la plupart pris leurs distances avec un mouvement à l'évolution incertaine, perturbant le bon fonctionnement de l'économie et s'accompagnant de violence et de casse. Beaucoup de Gilets jaunes, parmi les plus modérés, ont sans doute mis un terme à leur participation car satisfaits des reculades et annonces du gouvernement des 4 et 10 décembre (la précarité est telle que quelques « miettes » peuvent suffire). L'attentat islamiste de Strasbourg, le 11 décembre, est aussi largement utilisé par le gouvernement et les médias pour culpabiliser les Gilets jaunes. D'autres ont aussi abandonné au fil du mois de décembre par peur de la violence (en premier lieu celle des flics, mais aussi probablement celle des manifestants), à cause des évacuations de ronds-points ou, plus généralement, de la fatigue et du découragement ; on se souviendra ici que certains Gilets jaunes posaient des jours de congés pour venir sur les ronds-points.

Cette décrue est, en partie, compensée par l'implication progressive d'autres participants qui contribuent probablement à l'évolution de la sociologie du mouvement. La focalisation sur les manifestations hebdomadaires dans les grandes villes permet par exemple l'arrivée de nouveaux Gilets jaunes, plus urbains, qui n'ont parfois pas fréquenté les ronds-points, notamment les militants d'une large partie des organisations d'extrême gauche (NPA, LO, AL, etc.), de groupes anarchistes ou de la FI (nous y reviendrons). Après les fêtes, ces derniers se retrouvent avec les Gilets jaunes les plus déterminés, les plus radicaux de chaque rond-point qui se rassemblent autour de la dernière cabane (la moyenne d'âge y est probablement plus basse qu'au début du mouvement), en particulier des prolétaires « *qui n'ont rien à perdre* », « *ceux qu'ont plus de chicos* », les « *cramés* », etc., souvent présents depuis le début.

À partir du début de l'année, on constate aussi, par endroits, l'arrivée (ou le retour) de membres de la petite classe moyenne cultivée, de militants de gauche plus classiques, voire de citoyennistes que les discussions stériles autour du RIC commencent à attirer et qu'ils promeuvent ; dans certaines communes on a désormais l'impression d'assister à des réunions de vétérans d'Attac, on y discute nourriture bio, monnaies alternatives, SEL, ou bien encore supermarchés autogérés. Des individus issus d'autres classes (commerçants, artisans, professions libérales) refont aussi surface espérant tirer localement des bénéfices politiques de la mobilisation avant qu'elle ne s'éteigne complètement. L'approche des élections européennes, en mai 2019, aiguise les appétits mais les tentatives pour s'imposer nationalement rencontrent une opposition farouche de la base. Quant aux Gilets jaunes les plus présents sur les ronds-points, et les plus déters en manif, ils ne sont pas forcément les plus assidus aux AG, et aux ateliers constituants.

La lente évolution de la sociologie des Gilets jaunes – qui n'est pas un complet bouleversement – saute aux yeux lorsque l'Assemblée des assemblées de Commercy (26-27 janvier 2019) réunit des représentants plus ou moins bien mandatés par 75 collectifs locaux. Quiconque a fréquenté les ronds-points, les manifestations du samedi et les tribunaux du lundi, et connaît les milieux militants, se pose des questions à la vue des images de cette assemblée : Pourquoi ont-ils l'air différents ? Pourquoi ne s'habillent-ils pas de la même manière ? Pourquoi tant de Franciliens ? Pourquoi cette impression – les

chasubles jaunes mises à part, et à quelques exceptions près – qu'il s'agit d'une réunion d'altermondialistes, de militants de la FI ou du NPA ? Les « vrais » Gilets jaunes le remarquent aussi : « *Devant la salle, un jeune plombier, pilier de la cabane de Commercy, assure plus rudement qu'à l'intérieur, "ils ne sont pas comme nous".* »³⁴ L'Assemblée des assemblées suivante, à Saint-Nazaire, confirme la donne ; les références des Gilets jaunes sont désormais piochées dans ce qu'il y a de plus confus et spectaculaire en milieu militant, Murray Bookchin, le Chiapas ou même le Rojava... On est très loin du rond-point de Flixécourt. On renoue, par la bande, avec le connu et le convenu, certains remarquant que, au passage, les micros et les estrades ont désormais tendance à se masculiniser...

La décrue du mouvement révèle en ce début d'année 2019, un étrange attelage fait d'un nombre de plus en plus important de militants d'extrême gauche (appartenant généralement, ou issus, de milieux sociaux plus aisés que la moyenne des Gilets jaunes), de militants de tous poils (citoyennistes à la mode Chouard, groupuscules d'inspiration souverainiste, grands naïfs et/ou petits bourgeois opportunistes) et une masse, réduite, de prolétaires particulièrement déters et énervés. Dans certaines communes, au printemps, on voit des « fachos » revenir pour tenter de peser ou de s'emparer de collectifs en déliquescence, du moins de cette étiquette Gilets jaunes source de légitimité. Car cette prise en main croissante des collectifs locaux par les militants d'extrême gauche participe sans doute aussi à l'hémorragie des Gilets jaunes non-militants (soit hostiles à l'orientation « de gauche » que prend le mouvement, soit écœurés par les méthodes et le style militant). Un attelage incertain embarqué sur la route d'une lente désagrégation, propice à toutes les dérives, et naviguant entre émeutes et ateliers constituants dans l'espoir d'un rebond de la mobilisation. Celui-ci nous semble pour l'heure peu probable mais, le 17 novembre l'a encore une fois démontré, les prolétaires sont imprévisibles. Reste que la forme que prendrait une seconde vague jaune pourrait être tout aussi déboussolante que la première.

Tristan Leoni, mai 2019.

À suivre...

**La suite de ce feuilleton sera publiée dans les prochaines semaines
sur <https://ddt21.noblogs.org>**

³⁴ Ludo Simbille, « À l'assemblée des Gilets jaunes à Commercy : "On va continuer parce qu'il y en a marre de cette vie de merde" », *bastamag.net*, 31 janvier 2019